

**Augmentation salaire social minimum (indice 834,76 inchangé) et plafond cotisable**

**Nouveau salaire social minimum pour travailleurs non-qualifiés**

à partir de 18 ans accomplis:

mensuel brut: 2.201,93 eur  
horaire brut : 12,7279 eur

17 ans: 80%

mensuel brut: 1.761,54 eur  
horaire brut : 10,1823 eur

de 15 à 16 ans: 75%

mensuel brut: 1.651,45 eur  
horaire brut: 9,5459 eur

**Nouveau salaire social minimum pour travailleurs qualifiés**

mensuel brut: 2.642,32 eur  
horaire brut: 15,2735 eur

**Plafond cotisable**

Annuel : 132.115,80 eur et Mensuel : 11.009,65 eur

**Annexe : Salaires étudiants**

**La Mutualité des Employeurs**

Nouveaux taux applicables :

<b>Classe 1</b>	<b>0,53%</b>
<b>Classe 2</b>	<b>1,05%</b>
<b>Classe 3</b>	<b>1,50%</b>
<b>Classe 4</b>	<b>2,88%</b>

**Santé au Travail**

Nouveau taux applicable : **0,14%**

**Crédits d'impôts CIS/CII/CP**

Nouveau montant annuel: **696,- eur**

Nouveau montant mensuel: **58,- eur**

<b>Abattements FFO/FDS, inscrit par l'ACD sur les fiches de retenue d'impôts 2021</b>
---------------------------------------------------------------------------------------

À partir de l'année fiscale 2021, deux nouveaux abattements figurent sur la fiche de retenue d'impôt des salariés et/ou pensionnés:

- **FFO: forfait pour frais d'obtention 540,- eur / an et**
- **FDS: forfait pour dépenses spéciales 480,- eur / an.**

Ces abattements ont pour but de rapprocher davantage la retenue sur les rémunérations, opérée à titre provisoire au courant de l'année de l'impôt définitif fixé lors de l'imposition par voie d'assiette.

Il est à noter qu'aucune demande pour l'inscription de ces abattements n'est prévue. Ces abattements sont inscrits d'office sur les fiches de retenue d'impôt des contribuables qui y ont droit.

Les FFO et FDS sont **à renseigner séparément** des frais d'obtention (FO) et des dépenses spéciales (DS) qui correspondent aux majorations de ces forfaits.

- Certificat de salaire, de retenue d'impôt et de crédits d'impôt bonifiés (modèle 160): **Lignes 12-15**
- Certificat de pension ou de rente, de retenue d'impôt et de crédits d'impôt bonifiés (modèle 170): **Lignes 10-13**

## **ETUDIANTS SALAIRES MINIMAS au 1.1.2021**

**Indice inchangé 834,76 à p. 01.01.2020**

- Un contrat entre l'employeur et l'étudiant doit être conclu par écrit au plus tard au moment de l'entrée en service.(en 3 exemplaires : un pour l'employeur, un pour l'élève et un exemplaire que l'employeur doit envoyer à l'ITM). En l'absence de contrat écrit, l'engagement est assimilé à un contrat à durée indéterminée.
- L'occupation d'étudiants est soumise à l'assurance contre les accidents de travail.
- La rémunération de l'étudiant ne peut pas être inférieure à 80 % du salaire social minimum.

AGE	TAUX MENSUEL	TAUX HORAIRE
18 ans accomplis	1.761,54 EUR	10,1823 EUR
17 ans accomplis	1.409,23 EUR	8,1458 EUR
15+16 ans accomplis	1.321,15 EUR	7,6367 EUR
=====		

**Maximum pour l'exemption fiscale:**

**14 EUR/HEURE**

- la durée du contrat d'étudiant ne doit pas dépasser 2 mois par an, même en cas de pluralité de contrats
- l'étudiant doit être âgé entre 15 et 27 ans accomplis (échéance à la date du jour du **27<sup>e</sup> anniversaire**)
- le régime d'étudiant est également applicable à la personne dont l'inscription scolaire a pris fin depuis moins de 4 mois
- une demande, concernant l'exonération de la retenue d'impôt est à adresser au bureau RTS compétent (LUX,ESCH,ETTELBRUCK) (Art. 137 L.I.R.)
- le certificat de scolarité n'est pas à joindre à la demande précitée, mais à conserver par l'employeur ou sa fiduciaire

### **Elèves/étudiants mineurs d'âge**

Loi du 23 mars 2001 concernant la protection des jeunes travailleurs (15-18 ans accomplis)

**Interdit**, sauf exceptions légales (accord par le Ministre du Travail) :

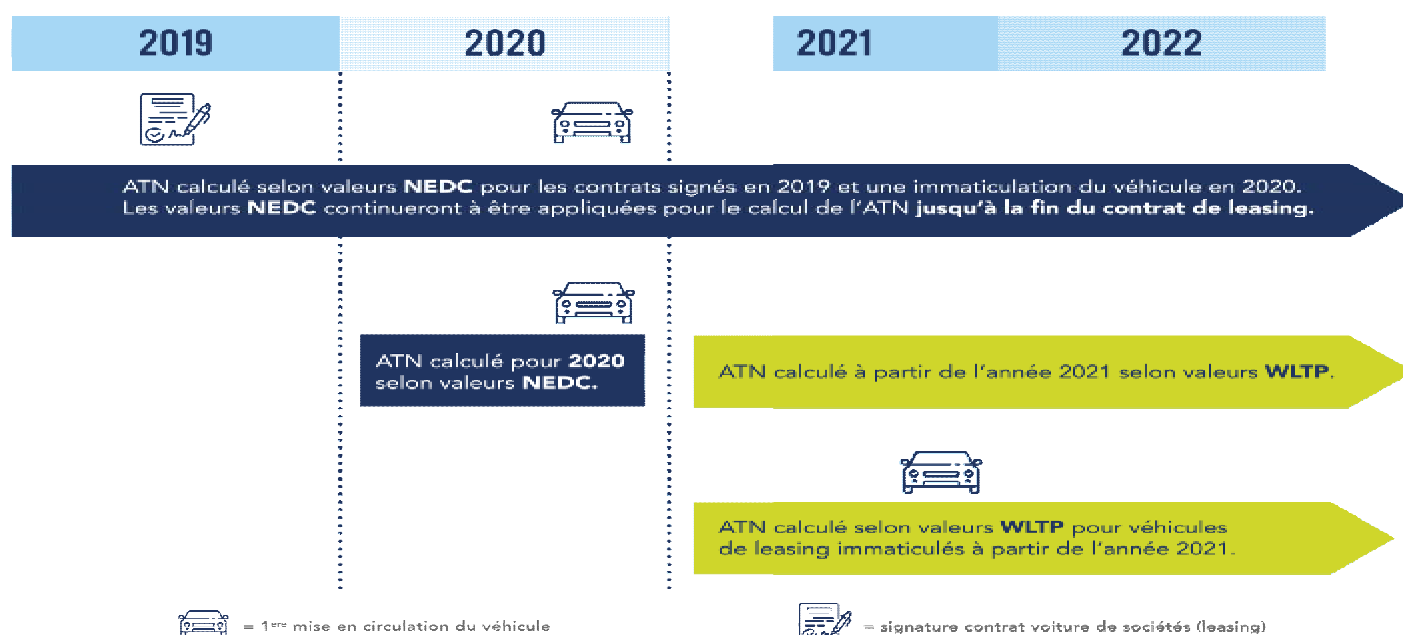
- les prestations des heures supplémentaires,
- le travail les dimanches et jours fériés légaux,
- le travail de nuit

Au cours de chaque période de sept jours, les adolescents doivent bénéficier d'un repos périodique de deux jours consécutifs, comprenant en principe le dimanche.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les seuils d'émissions CO<sub>2</sub> en application de la procédure d'essai **WLTP** serviront de base au Luxembourg pour définir les taxes. Cette mise en application se fera de façon transparente et sans pénalisation rétroactive du propriétaire d'un véhicule. Le cycle d'essai **Nouveau cycle européen de conduite (NEDC)** avait été conçu dans les années 80 pour déterminer les émissions des véhicules routiers. Étant donné les évolutions en matière de technologie, les conditions de conduite et l'observation d'une discordance croissante entre les émissions réelles mesurées et les émissions déterminées par le cycle d'essai, ce dernier sera remplacé par la **World Harmonised Light Vehicle Test Procedure (WLTP)** ainsi que par **des essais sur route (Real driving emission - RDE)**. La **WLTP** est une nouvelle norme et comprend un cycle de tests internationaux permettant de mesurer avec plus de précision la consommation, les émissions de CO<sub>2</sub>, NOx, de particules fines et d'hydrocarbures de votre véhicule automobile. Il s'agit surtout de tenir compte des conditions de conduite plus réalistes et des spécificités du véhicule; il s'agit donc de considérer autant l'équipement et les accessoires du véhicule ayant un impact sur sa consommation que de tenir compte du fait de la conduite en ville, à la campagne ou sur l'autoroute. La procédure **WLTP** fournit ainsi en combinaison avec les essais de vérification sur route (**RDE**), des références de mesure plus proches de la réalité par rapport à l'ancien cycle d'essai **NEDC**.

**Transition vers le nouveau cycle d'essai WLTP :**

- L'ATN continuera à être déterminé en fonction de la motorisation et des émissions de CO<sub>2</sub> du véhicule.
- Pour les contrats existants ou signés jusqu'au 31 décembre 2019 (1<sup>ère</sup> mise en circulation du véhicule durant l'année 2020), l'ATN continuera à être calculé avec les valeurs NEDC.
- Pour les voitures immatriculées durant l'année 2020 (sans contrat signé jusqu'au 31 décembre 2019), l'ATN sera calculé en 2020 avec les valeurs NEDC et à partir de 2021 avec les valeurs WLTP.
- Pour toutes les voitures immatriculées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'ATN sera calculé en fonction des valeurs WLTP.
- Plus d'informations sont disponibles sur [www.wltp.lu](http://www.wltp.lu) et [www.transports.public.lu/fr/mobilite/transports-individuels/voiture/wltp.html](http://www.transports.public.lu/fr/mobilite/transports-individuels/voiture/wltp.html)



**Rappel du courrier du 17.10.2020 de la part du CCSS sur la détermination de la législation applicable (DLA)**

Le Centre Commun de la sécurité sociale (CCSS) a émis un courrier en date du 17.10.2020 pour informer tous les employeurs que la compétence pour déterminer si le salarié est à affilier à la sécurité sociale luxembourgeoise ou non revient à l'institution compétente de l'État membre de résidence du salarié concerné.

Ainsi s'appliquent pour les employeurs occupant du personnel exerçant des activités dans deux ou plusieurs Etats membres les dispositions du règlement d'application (CE) 987/2009.

L'article 16 dudit règlement prévoit que la personne qui exerce des activités dans deux Etats membres ou plus en informe l'institution désignée par l'autorité compétente de l'Etat membre de résidence.

Les demandes d'affiliation ou les demandes de documents portables A1 transmises au CCSS dans le cadre de l'art. 13 ne pourront pas être enregistrées tant que l'institution compétente du pays de résidence ne se sera pas prononcée sur le salarié en question. Afin d'éviter des délais d'enregistrement des salariés, l'employeur est invité à transmettre les informations à ces institutions au préalable. L'institution compétente pour les résidents allemands, en l'occurrence la DKVA, a mis au point un formulaire spécifique à utiliser dans le cadre de cette démarche (1). De même, les institutions des autres pays limitrophes mettent à disposition des informations clarifiant la démarche à suivre sur leurs sites respectifs (2,3).

Pour de plus amples renseignements :

[www.ccss.public.lu/fr/employeurs/secteur-prive/detacher-etranger.html](http://www.ccss.public.lu/fr/employeurs/secteur-prive/detacher-etranger.html)

[www.secu.lu/reglements-ce/reglement-ce-n-9872009/](http://www.secu.lu/reglements-ce/reglement-ce-n-9872009/)

[www.secu.lu/reglements-ce/reglement-ce-n-8832004/](http://www.secu.lu/reglements-ce/reglement-ce-n-8832004/)

Dans un communiqué du 19 novembre 2020, le gouvernement a précisé les nouvelles modalités d'application du chômage partiel pour 2021.

**1. Conditions d'accès au chômage partiel pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 mars 2021 :**

1. **Les entreprises industrielles** continueront à bénéficier du régime de **chômage partiel conjoncturel**. En appliquant le régime du chômage partiel de source conjoncturelle, les entreprises industrielles **s'engagent à ne pas procéder à des licenciements pour raisons économiques**.
2. **Les entreprises des secteurs vulnérables Horeca, tourisme et secteur évènementiel** pourront bénéficier d'un accès accéléré au **chômage partiel de source structurelle**, sans limitation du nombre de salariés qui y ont droit. En cas de besoin avéré, ces entreprises **pourront recourir à des licenciements économiques dans la limite maximale de 25%** de leurs salariés calculée sur l'effectif au 30 juin 2020 et ce jusqu'au 31 mars 2021.
3. **Les entreprises touchées par la crise sanitaire, autres que les entreprises industrielles et celles relevant des secteurs vulnérables**, pourront également avoir recours au **chômage partiel de source structurelle par la voie accélérée à condition toutefois de ne pas procéder à des licenciements**. Dans ce cas, le nombre d'heures de travail perdues ne peut pas dépasser **15% du total des heures de travail mensuelles normales de l'entreprise**. Les heures de travail normales ne pourront pas excéder 40 heures par semaine et par salarié.
4. **Les entreprises des secteurs vulnérables licenciant plus de 25% de leur effectif, les entreprises industrielles et les entreprises issues des autres secteurs touchés par la crise** qui devraient néanmoins procéder à des licenciements ou dont les heures de travail perdues dépasseraient 15% du total des heures de travail mensuelles normales de l'entreprise, devront présenter un plan de redressement (pour les petites entreprises de moins de 15 personnes) ou un plan de maintien dans l'emploi (pour les entreprises occupant plus de 15 salariés).

**2. Conditions d'accès au chômage partiel pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 juin 2021 :**

1. **Les entreprises industrielles** continueront à bénéficier du régime de **chômage partiel conjoncturel**. En appliquant le régime du chômage partiel de source conjoncturelle, les entreprises industrielles **s'engagent à ne pas procéder à des licenciements pour raisons économiques**.
2. **Les entreprises des secteurs vulnérables Horeca, tourisme et secteur évènementiel** pourront bénéficier d'un accès accéléré au **chômage partiel de source structurelle** dans la limite maximale de **50%** du total des heures de travail mensuelles normales de l'entreprise, à condition de **ne pas procéder à des licenciements pour des raisons non inhérentes à la personne**. Les heures de travail normales ne pourront pas excéder 40 heures par semaine et par salarié.

3. **Les entreprises touchées par la crise sanitaire, autres que les entreprises industrielles et celles relevant des secteurs vulnérables**, pourront recourir au **chômage partiel de source structurelle** par la voie accélérée à condition toutefois de **ne pas procéder à des licenciements**. Dans ce cas, le nombre d'heures de travail perdues ne peut pas dépasser **10% du total des heures de travail mensuelles normales de l'entreprise**. Les heures de travail normales ne pourront pas excéder 40 heures par semaine et par salarié.
4. **Les entreprises des secteurs vulnérables, les entreprises industrielles et les entreprises issues des autres secteurs touchés par la crise** qui devraient néanmoins procéder à des licenciements ou dont les heures de travail perdues dépasseraient 10% du total des heures de travail mensuelles normales de l'entreprise, devront présenter un plan de redressement (pour les petites entreprises de moins de 15 personnes) ou un plan de maintien dans l'emploi (pour les entreprises occupant plus de 15 salariés).

Le gouvernement a précisé qu'en cas d'aggravation de la situation sanitaire ces modalités pourront être adaptées en conséquence.

### **3. Nouveauté concernant le calcul des indemnités de chômage partiel à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021**

Pour la période allant du **1<sup>er</sup> janvier 2021 jusqu'au 31 juin 2021**, les indemnités de chômage partiel seront calculées en fonction du **nombre d'heures effectivement chômées par les salariés concernés**. Les indemnités étaient jusqu'à présent évaluées sur base d'emplois temps-pleins.

Plus d'informations sont disponibles sur guichet :

<https://guichet.public.lu/fr/entreprises/sauvegarde-cessation-activite/sauvegarde-emploi/chomage-partiel-technique/chomage-partiel-relance-eco.html>

<https://Adem.public.lu/fr/support/faq/faq-chomage-partiel.html>